Document généré le 27 avr. 2024 11:35

Études internationales

DAVID, Charles-Philippe et Jacques LÉVESQUE. *The Future of NATO : Enlargement, Russia, and European Security*. Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, XII-261p.

Jean Lévesque

Volume 32, numéro 2, 2001

Les relations Civilo-Militaires : transfert de normes et coopération démocratique

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704299ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704299ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lévesque, J. (2001). Compte rendu de [DAVID, Charles-Philippe et Jacques LÉVESQUE. *The Future of NATO : Enlargement, Russia, and European Security*. Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, XII-261p.] *Études internationales*, *32*(2), 385–388. https://doi.org/10.7202/704299ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le septième et dernier chapitre conclut avec une discussion sur les conséquences qu'il faut tirer de l'intervention militaire au Kosovo. Outre le fait que les « États éclairés » font désormais ce que bon leur semble dans l'ordre international post-guerre froide – ce qui a pour effet de miner ce qui subsiste de droit international et diminuer d'autant la protection à l'égard des États les moins puissants –, il faut noter que les bombardements ont affaibli la démocratie en Yougoslavie tout en exacerbant les manifestations de violence. Enfin, l'opération de l'Alliance s'avéra nuisible pour le processus de désarmement et encouragea la prolifération nucléaire en démontrant l'inanité des moyens militaires traditionnels pour ceux qui désirent s'opposer au joug américain.

En somme, ce livre dénonce à quel point le système international est basé sur la règle du « deux poids, deux mesures » permettant aux Américains et à leurs alliés de faire ce qu'ils interdisent eux-mêmes à d'autres. Solidement documenté avec des articles de journaux, des éditoriaux et une littérature scientifique abondante, l'ouvrage déborde largement le cadre de l'intervention militaire en ex-Yougoslavie et renseigne en profondeur le lecteur sur d'autres crises humanitaires similaires. Si l'on ne peut reprocher à Chomsky d'avoir prévu que l'ONU interviendrait au Timor oriental au début de l'automne 1999 ou encore que la démocratie finirait par triompher à Belgrade un an plus tard, il est néanmoins permis de se demander pourquoi l'auteur n'a pas utilisé l'exemple des deux guerres menées par la Russie contre les Tchétchènes au cours de la dernière décennie, un cas qui, nous semble-t-il, aurait été riche en enseignement pour le sujet. En définitive, le lecteur qui ne sera pas totalement convaincu par les propos de Chomsky terminera assurément sa lecture avec, à l'esprit, un doute immense quant à la légitimité de l'intervention aérienne de l'OTAN au Kosovo.

Martin LAROSE

Étudiant au doctorat
Département d'histoire, Université de Montréal

The Future of NATO : Enlargement, Russia, and European Security.

DAVID, Charles-Philippe et Jacques LÉVESQUE. Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, xii-261 p.

Plusieurs tenants de l'école réaliste en relations internationales soutiennent qu'une fois l'ennemi contre lequel une alliance est forgée est écarté ou disparaît, les alliances militaires ont tendance à se dissoudre d'elles-mêmes. L'OTAN semble faire exception à cette règle puisque non seulement elle a survécu à la fin de la guerre froide et à la mort de l'URSS, mais elle est en pleine phase d'expansion après l'inclusion de nouveaux membres en ex-Europe de l'Est. Cette contradiction apparente donne à réfléchir et l'ouvrage dirigé par Charles-Philippe David et Jacques Lévesque s'attarde plus particulièrement à présenter les tenants et potentiels aboutissants de l'expansion de l'Alliance atlantique sur le plan diplomatique et stratégique. L'ouvrage collectif est constitué sur le base des textes présentés à un colloque sur l'élargissement de l'OTAN tenu à l'Université du Québec à Montréal en mars 1997 sous les auspices du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité

(CEPES) et de la Chaire Téléglobe-Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Même si le colloque fut organisé avant la conclusion des pourparlers visant à admettre la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, les textes publiés, pour la plupart, n'ont rien perdu de leur actualité et la qualité de leur analyse en fait encore des outils indispensables pour toute étude sérieuse du débat qui a mené à l'élargissement de l'OTAN.

D'entrée de jeu, remarquons que l'ouvrage recensé est d'une clarté remarquable. Il est divisé en trois parties principales, dont une première consacrée aux débats théoriques entourant l'élargissement de l'organisation. Il faut noter que les deux côtés de la barricade intellectuelle sont bien représentés dans l'article de Charles-Philippe David et que les textes de Jane Sharp et Richard Kugler présentent des points favorisant l'expansion : la première met en évidence la faiblesse des organisations européennes pour assurer la sécurité du continent et le second soutient, d'une façon on ne peut plus claire, que le succès de la première phase d'expansion dépend pour beaucoup du processus de mise en pratique de cette expansion et des relations à établir, d'une part avec la Russie, et d'autre part avec les pays refusés lors de la première phase. Il y a, selon lui, un risque considérable à bâcler une seconde phase d'expansion surtout si les réformes militaires n'ont pas le succès escompté en Pologne, en Hongrie et en République tchèque. Fait à noter, Kugler a agi comme conseiller dans plusieurs organes directement impliqués dans le processus décisionnel menant à l'expansion. Par ailleurs, David Law présente le point de vue opposé en faisant surtout référence au risque de pousser la Russie sur la voie du révisionnisme géopolitique en établissant une sorte de traité de Rapallo avec la Chine.

La seconde partie est composée de textes se penchant plus spécifiquement sur les positions de plusieurs pays membres de ladite organisation comme les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Canada, alors que la partie finale analyse l'impact de l'élargissement sur la Russie et les pays d'Europe centrale et orientale, incluant notamment deux contributions sur la Russie, une analyse de la politique de défense en Europe centrale et orientale, une autre sur les candidats potentiels de la phase II de l'expansion. L'article de Marie-Claude Plantin sur le rôle de la France met en évidence l'échec de la politique française de promouvoir les institutions européennes de sécurité aux dépens de l'OTAN et de retarder au maximum le processus d'expansion. Vue de l'autre côté du Rhin, l'expansion vers l'Est a créé un consensus qui s'explique facilement par le désir de libérer l'Allemagne du rôle de rempart des institutions atlantiques en Europe centrale. Le succès de l'expansion a fait en sorte que les intérêts européens, tels que définis par l'OTAN, coïncident maintenant avec les intérêts primordiaux de la République fédérale. En comparaison de l'échec français, la lecture de l'article de Bourgeois et Létourneau suscite la réflexion, surtout en ce qui concerne la solidité de la coopération franco-allemande en matière de défense. Jacques Lévesque montre clairement que la résistance russe à l'expansion

en Pologne, Hongrie et République tchèque est de même nature que l'opposition soviétique à l'entrée de l'ex-Allemagne de l'Est dans l'OTAN, via une Allemagne réunifiée. Les contre-propositions offertes par Gorbatchev ou Eltsine sont à cet égard d'une similitude frappante.

Afin de ne pas diluer notre critique, nous souhaitons nous attarder ici à quelques textes. D'abord, le texte d'András Balogh est, en quelque sorte, la note dissonante de tout l'ouvrage surtout sur le plan de la qualité de l'analyse. Non seulement il tente de prouver que la civilisation occidentale se borne aux anciennes limites de l'empire austro-hongrois, mais il n'offre pas d'argument concret réussissant à convaincre rationnellement le lecteur que la sécurité est-européenne soit fondamentalement « atlantique ». Il nous laisse croire que seule une peur de la Russie a convaincu les décideurs est-européens du bienfait de l'élargissement. De plus, il fait référence à quelques documents sans en donner la source (un sondage d'opinion en Russie qui donnerait à penser que l'opinion russe ne voit pas d'inconvénient à l'élargissement de l'OTAN). Si ce document existe, nous aimerions bien le consulter. Il prétend aussi qu'il n'y a pas suffisamment de données pour juger des motifs et de la force de l'opposition russe alors qu'une foule de politologues réussissent à présenter des analyses substantielles à ce sujet.

L'article de Sergei Plekhanov sur l'impact de l'élargissement de l'OTAN en Russie a le mérite de pondérer plusieurs points de vue alarmistes avancés dans la littérature savante, même si la thèse de l'auteur est loin d'être originale. De plus, vu plus de trois ans après la tenue du colloque qui a donné naissance au livre, l'article a mal vieilli. Par exemple, les points de vue exprimés dans le quotidien russe *Nezavisimaia gazeta* sont toujours assez majoritaires, mais sont devenus depuis 1996 de plus en plus nationalistes. Et la perspective de voir un jour Aleksandr Lukashensko devenir Président d'une Union russo-biélorusse est peu probable vue de Moscou, tant il serait synonyme d'un cauchemar que les dirigeants actuels, compte tenu de leur passé professionnel, sont tout à fait capables d'éviter. Finalement, l'article de Stanislav Kirschbaum pose la question fort intéressante du caractère politique ou stratégique des choix des candidats à la phase II de l'expansion, mais ne répond clairement à cette problématique que pour la Slovaquie, ce qui laisse le lecteur intéressé aux autres candidats potentiels sur son appétit. On peut aussi déplorer l'absence de données concrètes sur les clauses du traité d'admission quant au déploiement des forces militaires dans les pays nouvellement admis. Cela peut en partie s'expliquer par le fait que l'ouvrage est constitué par des textes présentés à un colloque, et dépendent donc des intérêts de recherche de chacun. Cependant, ces quelques remarques critiques ne souhaitent en rien mettre en doute la qualité intrinsèque de l'ouvrage qui saura intéresser, non seulement tout ceux qui étudient d'une façon professionnelle les questions stratégiques de cette fin du XXe siècle, mais aussi tout étudiant sérieux de la politique

étrangère occidentale au tournant du millénaire.

Jean LÉVESQUE

Département d'histoire
Université de Toronto, Canada

La communauté européenne de défense, leçons pour demain ?

DUMOULIN, Michel (dir.). Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, Euroclio n°15, 2000, 430 p.

Cet ouvrage collectif édité dans une maison prometteuse, rassemble une série de contributions en langue française et anglaise autour du colloque tenu en 1995 sur la Communauté européenne de défense (CED) et s'articule autour de deux grandes parties : l'historique de la CED et ses effets au sein de l'Europe des Six et au-delà, d'une part ; les suites de l'échec avec la naissance de l'UEO et certaines questions sur la sécurité en Europe aujourd'hui, d'autre part.

Il était particulièrement bienvenu, sur l'initiative d'un des meilleurs experts belges de l'histoire de la construction européenne, de réaliser cet exercice consistant à réexaminer l'histoire de ce projet mort-né que fut l'armée européenne dans les années cinquante, avec d'autant plus d'intérêt qu'elle peut aider à comprendre en partie les enjeux de la sécurité européenne aujourd'hui et demain.

Il faut également éviter de tomber dans les mêmes pièges si d'aventure l'Union européenne devait acquérir les moyens régaliens collectifs de sa sécurité. Comprendre le passé pour aider le présent, même si la situation politique et l'environnement diplomatique et militaire à l'époque n'ont plus rien à voir avec le champ post-guerre froide et l'extrême importance aujourd'hui de la gestion des crises hors article 5. Même si, par ailleurs, les années cinquante étaient fortement inspirées par un nationalisme alimenté par les effets de la guerre totale dont l'Europe venait de sortir meurtrie.

Mais la question soulevée par le projet d'armée européenne puis de CED peut nous interpeller car aujourd'hui, « les technocrates, dans leur écrasante majorité, ne prennent pas en compte l'histoire et encore moins celle des mentalités » (Dumoulin). Or, celles-ci peuvent encore, aujourd'hui, jouer un mauvais tour au processus de montée en puissance de l'Union européenne.

Certes, l'idée d'armée européenne, dans son acception supranationale, est prudemment remisée au grenier au profit d'un intergouvernementalisme prudent associé à des objectifs de coopération éminemment pragmatiques et encore bien modestes. La question de la CED, c'est, entre autres choses, ce qui pesa le plus lourd, à savoir d'abord les contorsions du gouvernement français face au problème du réarmement de l'Allemagne occidentale de la fin 1948, au plan Pleven en octobre 1950 (Poidevin). Le malaise politique suscité par la crainte de réactions farouchement hostiles de l'opinion française s'oppose à l'avis, en général favorable, du haut commandement français pour des raisons dictées par le réalisme de la menace que fut la guerre froide.

Du côté allemand, la recherche obsédante d'une souveraineté minimale entraîna un ralliement de circonstance par le biais du « Amt Blank » mais qui subit les événements